

LETTRE OUVERTE

AU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES PUBLIQUES

Toulouse, le 5 juillet 2022

Le 18 mai dernier, dans un message d'ULYSSE, vous avez lancé un grand «remue-méninges» soit-disant pour associer l'ensemble des agents des finances publiques aux nouvelles grandes orientations stratégiques de leur administration.

Ce serait vraiment très bien de votre part de nous demander notre avis sur l'avenir de nos métiers, si nous ignorions votre mauvaise foi et vos réels objectifs plus près de la volonté d'économie que du désir d'améliorer les conditions de travail et le service public.

Si nous étions persuadés que nos dires modifient votre volonté politique nous aurions bien deux ou trois idées.

Sur le secteur foncier, on a constaté qu'en 2021, les services de Bercy avaient envoyé directement aux contribuables une lettre d'information de mise à jour des bases d'imposition, que l'on qualifiera de...pas très habile . Le local n'y est pas précisé, alors qu'il peut en avoir plusieurs à la même adresse et les exonérations possibles sont ignorées. Cela stresse bien évidemment le contribuable qui, illico presto, nous inonde de courriers, courriels et autres appels téléphoniques ou visites dans nos services, afin de nous interroger sur le pourquoi du comment de cette missive .

Contrairement à ce que croient les énarques bien pensants de Bercy, les destinataires ne comprennent pas qu'ils doivent attendre leur avis d'imposition avant d'introduire un éventuel contentieux, pourtant tout le monde sait cela... enfin c'est ce qu'imaginent les « pas doués » de Bercy ... Du coup, cela énerve un peu, on recueille des écrits et des témoignages de collègues qui montrent bien leur colère et leur désarroi.

Début mai 2022, profitant de la venue du directeur (excellent porteur servile des directives de la DG), les agents du CDIF de Saint-Gaudens (qui ne sont que 4 à l'assiette de l'impôt) ont proposé une lettre type d'information précisant le local, son adresse, les raisons de la réévaluation et même le montant. Leur sens du service public passe par le respect du contribuable, qui n'est pas censé deviner la pensée de l'administration. De plus, ils n'avaient pas envie de revivre la situation de 2021.

Le directeur s'est empressé de tranquilliser les agents, leur contribution serait bien mise à profit...

Fin mai, les fameuses lettres sont arrivées chez les gens et là, surprise, ce n'était pas la lettre issue de l'intelligence collective des praticiens qui avait été utilisée mais la même copie que l'année dernière avec, cerise sur le gâteau, une remarque accusatrice impliquant que le rehaussement est le résultat de travaux non déclarés. Or, il s'agit en général de mise à jour d'éléments de confort, comme le chauffage ou les sanitaires qui avaient été omis initialement.

Les agents, dégoûtés par ce mépris élitiste de leur travail et des contribuables, ne décolèrent pas d'autant plus qu'à nouveau, il leur faut assumer un travail ingrat d'information qui aurait pu être évité.

On le voit bien, ne pas associer les personnels conduit à un service public déficient et un mal-être des agents. Cela aurait pu correspondre à votre organisation de « remue-méninges », si l'honnêteté prédominait sur l'impréparation et la méconnaissance.

Ce n'est malheureusement pas le cas, les réunions proposées n'amèneront aucun changement dans la vie quotidienne des agents au travail.

Aux dernières heures mensuelles d'information syndicale en Haute-Garonne, les agents ont affirmé que les consultations, les groupes de travaux, les retours d'expériences, les enquêtes via internet... étaient inutiles puisque personne n'écoute les agents.

Ils sont en première ligne, confrontés aux lubies réformatrices de nos têtes pensantes, qui ne pensent, nous le craignons, à rien d'autre qu'à l'économie de moyens et de personnels, synonyme de la destruction des services publics.

Nous vous demandons, M. le directeur, de considérer les forces vives de votre administration. Vous devez écouter les agents. Ils vous demandent la fin des restructurations, dont le seul but est de détruire les emplois et de supprimer les compétences pour mieux industrialiser les missions.

Notre administration, véritable fer de lance du service public, a montré pendant la crise sanitaire tout son intérêt et ses missions prennent encore un sens accru, eu égard à l'augmentation de la fraude fiscale.

Grâce à des moyens croissants pour les gestions, les assiettes, les recouvrements et les contrôles, nous saurions améliorer le service public.

Alors se « remuer les méninges », oui, mais dans un cadre de volonté commune de travailler mieux, plus nombreux, dans de meilleures conditions et avec plus de moyens. Amenez tout cela et nous réfléchirons à participer à vos affichages de concertation.